

# PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

16 avril 2014

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 10 avril 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Gouvernance économique**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Personne n'en parle dans le débat actuel sur la meilleure réforme électorale, mais c'est sans doute le critère que les Mauriciens voudront voir chez nos parlementaires, présents et futurs : la compétence. Il n'y a rien de plus anti-démocratique que des candidats soit élus par les leaders des partis politiques sur une liste ouverte, plutôt que par le peuple sur une liste bloquée. Comme, de surcroît, cette sélection opaque sera dictée par des considérations communales, et non par un souci de compétence, ce sera une régression de la gouvernance politique qui exposera le modèle mauricien à la risée des démocraties.

Ce n'est pas seulement les démocraties occidentales qui se moqueront de nous, mais aussi nos pairs africains qui ont fait de grandes avancées en matière de gouvernance politique. Déjà, en termes de performance économique, de nombreux pays du continent africain font mieux que Maurice et la dépasseront peut-être dans un avenir pas lointain. Maintenant, si nous perdons aussi notre aura de démocratie exemplaire, nous tomberons de notre piédestal.

La gouvernance politique déteint sur la gouvernance économique, tant il est vrai que la manière de gouverner un pays n'est pas sans influencer celle de gérer son économie. Si l'opacité devient une règle du fonctionnement des institutions politiques, tel que le système électoral, on ne se gênera pas du manque de transparence dans nos politiques économiques. Or, pour une petite économie à bout de souffle, dont Michael Porter vient de souligner la baisse de compétitivité en raison de l'absence d'innovation et de la hausse des coûts de production, le seul avantage concurrentiel qui reste, c'est la bonne gouvernance économique.

Comme preuve de celle-ci, on fera valoir les bons indicateurs de l'économie. Toutefois, ces derniers ne reflètent pas le bien-être de ceux qui sont gouvernés. La stabilité macroéconomique est nécessaire au développement d'un pays au sens large du terme, mais elle n'en est pas la condition suffisante. Pour assurer l'amélioration continue du niveau de vie de la population, il est impératif de poursuivre des politiques économiques qui soient transparentes et crédibles. Dans la *Declaration on Democracy, Political and Economic Governance*, les membres de l'Union africaine, dont Maurice, reconnaissent que "*good economic governance including transparency in financial management are all essential prerequisites for promoting economic growth and reducing poverty*".

Outre la transparence, la prédictabilité est tout aussi importante. Celle-ci n'est pas une constante dans le monde politique, où les manoeuvres sont imprévisibles avec les renversements de décision, les changements d'allégeance et les jeux d'alliance. Qu'on vienne maintenant dire aux électeurs de voter sans

connaître les rangs des élus potentiels d'une liste séparée, ce sera le comble de l'imprévisibilité, à rebours du principe de la sécurité juridique. La stabilité politique, définie dans le contexte mauricien, est affaire de prédictabilité.

Le monde économique est lui aussi imprévisible. Mais c'est précisément pour cela qu'il faut assurer la prédictabilité des politiques économiques. Tous les jours, les opérateurs prennent des décisions dans l'incertain. Pour qu'ils arrivent à probabiliser les risques, il importe que les gouvernants n'accroissent pas l'incertitude économique par des actions imprévisibles.

Afin de rendre ses politiques plus prévisibles, le gouvernement doit renforcer le cadre qui établit les consultations avec tous les partenaires dans le processus de prise des décisions économiques. Contrairement aux dernières décennies, la communication sur ce plan s'est éloignée à reculons. Les rencontres entre gouvernement et secteur privé n'existent plus, et pourtant elles sont nécessaires quoiqu'elles ne méritent pas d'être aussi fréquentes que dans le passé. Les consultations pré-budgétaires se font à petite échelle, quand ce n'est pas dans les coulisses du pouvoir, alors qu'elles devraient plutôt ratisser large.

La communication, c'est l'échange d'informations à double sens. A l'ère de l'internet, il est paradoxal que les informations circulent rapidement, mais la communication ne passe pas. Communiquer, ce n'est ni tenir une conférence de presse où les questions pertinentes ne sont pas posées, ni publier un communiqué sur Facebook ni se réunir en petit comité. Pour qu'un message soit bien compris, il ne faut pas craindre d'affronter la contradiction. L'efficacité économique repose sur la communication, laquelle est facilitée par un dialogue permanent et une réflexion commune sur l'économie.

Transparence, prédictabilité et communication sont les maître-mots de la gouvernance économique. Autrement, c'est le flou qui entretient la perception du favoritisme. On voit ainsi des entreprises privées mal gérées continuer à s'endetter grâce au soutien gouvernemental. C'est aussi le cas des entreprises publiques dont le renflouement par l'Etat inflige une charge indirecte aux petites sociétés réalisant des profits. Il y a là exploitation des petits par les gros, un travers de la concentration économique.

La Bourse, ce système de contrôle par le marché financier, peut favoriser la démocratisation de l'économie moyennant qu'elle fasse admettre, non pas cinquante, mais les cinq cents plus grandes compagnies du pays. Henry Manne, inventeur du concept de "gouvernance", rappelle que si les actionnaires n'ont pas de pouvoir en assemblée générale, ils peuvent toujours vendre leurs actions et faire chuter les cours, entraînant une reprise de la compagnie par une meilleure équipe de gestion. Ce qui est faisable en économie peut-il être réalisable en politique par le biais d'une réforme électorale ?

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Sur les perspectives de l'économie mauricienne d'ici à un an (avril 2014), êtes-vous...

## Perspectives économiques d'ici à un an



### RAPPEL

	Mai-13	Aou-13	Sep-13	Jan-14	Fév-14
Très optimiste	0%	0%	0%	0%	0%
Assez optimiste	30%	37%	33%	60%	50%
Assez pessimiste	67%	60%	67%	40%	47%
Très pessimiste	3%	3%	0%	0%	3%

### L'optimisme redevient majoritaire

Majoritaire à 60% en janvier dernier, l'optimisme a baissé à 50% en février, mais retrouve ce mois-ci le niveau précédent. Les relations entre le ministère des Finances et la Banque de Maurice semblent s'être calmées, et *Statistics Mauritius* maintient sa prévision d'une croissance de 3,7% pour 2014, mieux que l'année dernière. Reste que, selon un économiste, *"the global recovery remains sub-par with the situation being still delicate in some export markets while, for all the good intentions, there is no conclusive trend as to an acceleration in the reform agenda, deemed important to tackle prevailing imbalances"*. Ce qui inquiète un analyste, c'est que *"domestic investment remains weak and will fall further, and the private sector has a weak balance sheet"*.

2) Quelle est votre prévision du taux d'inflation annuelle à juin 2014 ?

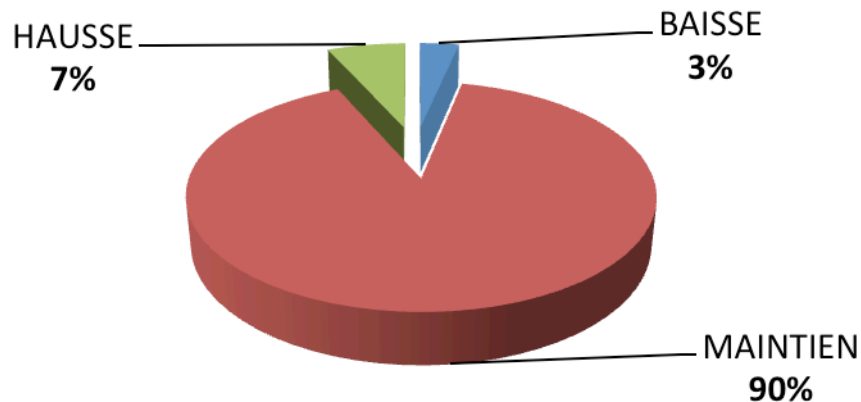
Jusqu'à 3,9%	7%
Jusqu'à 4,2%	67%
Jusqu'à 4,5%	17%
Supérieur à 4,5%	10%

### **L'inflation au-dessus de 4,0%**

Les anticipations inflationnistes des analystes continuent d'augmenter de plus belle. En février dernier, ils étaient 37% à prévoir une inflation moyenne annuelle (*headline inflation*) supérieure à 4,0% en juin 2014. Ils sont maintenant 93% à faire cette prévision, même si la grande majorité pense que le taux d'inflation, qui a atteint 4,0% en mars, ne dépassera pas 4,2% au milieu de l'année. Alimenté par la hausse temporaire des prix alimentaires au début de l'année, l'accroissement de l'indice des prix à la consommation ne sera pas conséquent dans les prochains mois en raison de la stabilité de la roupie contre le dollar.

3) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

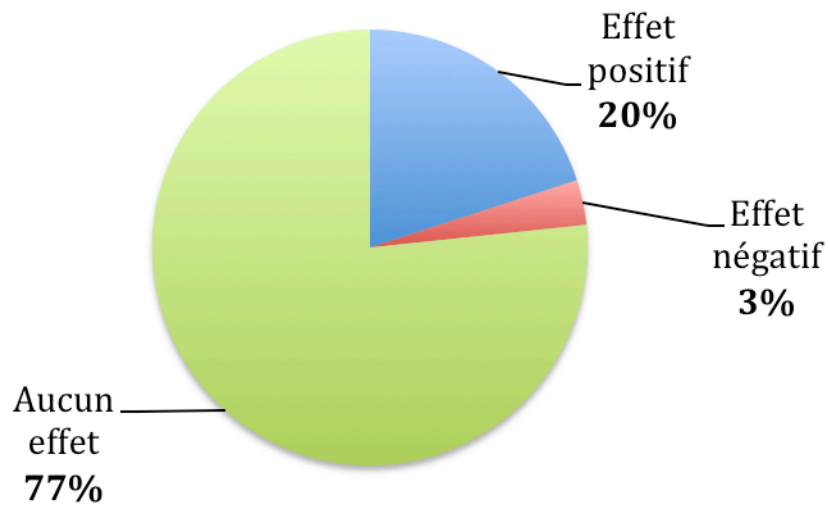
### Le Repo Rate à la prochaine réunion du comité monétaire



### La Banque de Maurice en minorité

Le comité de politique monétaire se réunira le lundi 28 avril. Neuf répondants sur dix ne s'attendent à aucun changement de direction du taux directeur, tout simplement parce que le trio de la direction de la Banque de Maurice, *"in view of the voting patterns in the last few meetings"*, ne recueillera pas la majorité des votes pour relever le taux repo. On justifiera le statu quo *"with inflation expected to remain at manageable levels and the economic situation still warranting attention"*. Mais le problème, dira un analyste, c'est que le comité *"has no target to achieve and no benchmark to anchor inflation"*.

4) Quel effet aura une réforme électorale sur la gouvernance économique ?

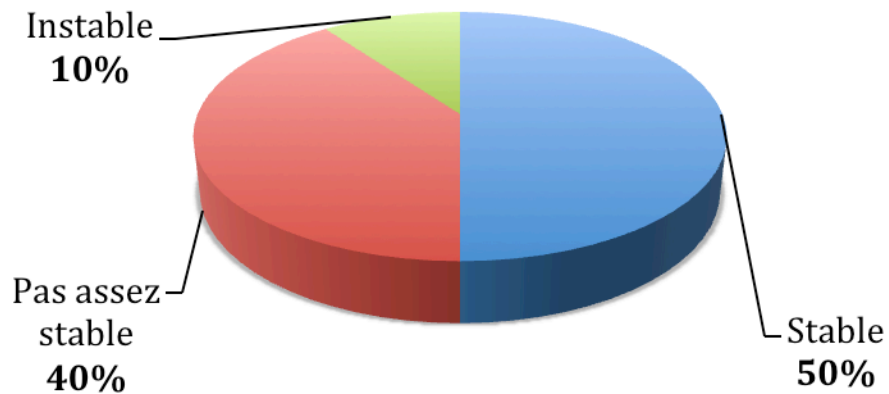


### **Pas d'amélioration de la gouvernance économique**

Une réforme de notre système électoral n'aura pas d'effet positif sur la gouvernance économique du pays, selon quatre répondants sur cinq. Pour un analyste financier, *"you can reform as much as you want, but as long as you have incompetent people representing the population, there will be no improvement. It is not only communalism that should be removed from politics but incompetency too."* Une réforme électorale qui ouvre la porte à des gestionnaires compétents peut toutefois augmenter les chances d'une meilleure gestion économique du pays par le gouvernement.

5) Selon vous, le système électoral actuel produit un gouvernement...

### Le système électoral produit un gouvernement...



### Pas de gouvernement instable

Le système électoral actuel ne crée pas de gouvernement instable. Il enfante un gouvernement stable, selon un analyste sur deux, sinon un gouvernement pas assez stable, pour 40% des personnes interrogées. Ce qui crée l'instabilité, ce sont les coalitions politiques sur fond de "*communal gerrymandering*". Pour un gestionnaire de fonds, "*unstable coalitions in Mauritius are more a function of the mentality of politicians and the willingness of voters to accept the culture of floor crossing and opportunism*". Aucun système ne peut empêcher cela dans la pratique. Il faudra "*a change in attitude of voters and politicians alike*".



6) Selon vous, le système électoral actuel produit un Parlement...

Représentatif	53%
Pas assez représentatif	40%
Non représentatif	7%

### **L'Assemblée nationale déjà représentative**

Pour 53% des personnes interrogées, le système électoral actuel produit un Parlement représentatif de la société mauricienne, principalement sur le plan ethnique. Cependant, deux analystes sur cinq trouvent que l'Assemblée nationale n'est pas assez représentative, entre autres par rapport au nombre de femmes élues. Il demeure qu'elle n'est pas du tout représentative en termes de compétences. Si le quota obligatoire d'un tiers de candidates démontre *"how insecure and immature our society is"*, selon un économiste, *"we need competent leaders who represent us, and not mere communal balance"*.

7) Quel est le nombre de députés qui constituera un coût soutenable pour les contribuables ?

Jusqu'à 70 députés	77%
Jusqu'à 78 députés	10%
Jusqu'à 82 députés	10%
Jusqu'à 90 députés	3%

### **La réforme électorale coûtera aux contribuables**

Le livre blanc sur la réforme électorale propose un minimum de 78 députés au Parlement, mais l'opposition demande 90 députés. Or, si l'on veut que les coûts financiers de la vie parlementaire soient soutenables pour les contribuables, 77% d'analystes suggèrent de maintenir le nombre de députés à 70. On réalise toutefois qu'il n'est pas possible d'avoir moins de 70 parlementaires dans le contexte mauricien. En revanche, il y a déjà trop de ministres pour un petit pays, au nombre de 25, alors qu'un grand pays comme la France n'a que 16 ministres. Pour citer un économiste, *"numbers are not important but competence matters"*.

8) Qu'est-ce qui prime actuellement dans la nomination des cadres dans les grandes entreprises privées en général ?

La Compétence	70%
Le Favoritisme	23%
La méthode des Quotas	7%

### **La compétence comme premier critère**

Sept analystes sur dix observent que la compétence, plus que le favoritisme ou la méthode des quotas, détermine la nomination des cadres au sein du secteur privé en général. Il est quand même significatif que le favoritisme est le premier critère pour 23% de répondants. Une économiste déplore que les chances de promotion à un poste managérial ne soient pas égales pour tous. Un expert-comptable témoigne qu'on sélectionne des gens qui ne sont pas vraiment performants, mais qui sont soutenus par des cadres très compétents, employés sous contrat. Souvent, on cherche des dirigeants qui savent communiquer, mais qui ne sont pas forcément compétents.

Enquête réalisée par PluriConseil du 7 au 10 avril 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

*Telephone:* +230 2136719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.